

SPÉCIAL MRE

DOSSIER
SPONSORISÉ
PAR



Les cahiers

du Canard Libéré



Edition spéciale

Directeur de la publication Abdellah Chankou

Emigration marocaine

Le nouveau défi

Entretien avec Anis Birrou

Les Marocains du monde, une richesse à valoriser



Anis Birrou, ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration.

LES MAROCAINS DU MONDE



TOUT UN MONDE...



EDITO

Par Abdellah Chankou

Plus que des devises...

Près de Deux millions de Marocains du monde, essentiellement installés en Europe, rentrent au bercail chaque saison estivale. Pendant cette période, les autorités, via la Fondation Mohammed V pour la solidarité se plient en quatre pour faciliter leur transit en leur fournissant sur place assistance et autres prestations de proximité. Ce retour annuel au pays montre si besoin est l'attachement des MRE dans leur majorité au pays de leurs ancêtres avec lequel ils maintiennent des liens forts et indéfectibles.

Or, les Marocains de l'étranger ne doivent pas être traités comme des numéros sur des comptes bancaires eu égard aux transferts de fonds considérables qu'ils effectuent au Maroc depuis plusieurs décennies sans aucune interruption. Avec 61 milliards de dirhams envoyés chaque année au pays, ils constituent certes la principale source de devises du Royaume à côté des recettes touristiques et des rentrées du phosphate, soit 7% du PIB. Mais plus qu'une source de devises pour l'économie de leur pays d'origine, ils représentent surtout un atout formidable en termes de savoir-faire et d'expérience dans des divers domaines qu'ils ont eu le temps d'accumuler dans leur terre d'accueil que ce soit en Europe, en Amérique ou en Afrique. Là résident leur véritable richesse que les responsables sont appelés, au-delà des discours de circonstance, à exploiter

pour la mettre réellement au service du développement du Royaume. Une démarche dans ce sens a déjà été initiée par le ministère de tutelle, visant à encourager les MRE à investir dans leur pays natal dans des secteurs comme l'hôtellerie, la santé, l'éducation et l'industrie... En effet, avec l'octroi d'une subvention à hauteur de 10% du montant de leurs projets accordée par le Fonds MDM-Invest, les entrepreneurs ont la possibilité de démarrer leur

Les MRE représentent un atout formidable en termes de savoir-faire et d'expérience dans des divers domaines qu'ils ont eu le temps d'accumuler dans leur terre d'accueil.

business tout en bénéficiant d'un accompagnement depuis la conception jusqu'à la réalisation du projet. Les dossiers sont déposés par les porteurs de projets qui sont pour la plupart jeunes et dynamiques, instruits et avisés, à l'opposé de l'émigré de la première génération qui acquiert un logement et un café au pays pour s'assurer une retraite convenable.

Un Royaume qui s'ouvre sur l'environnement international pour renforcer son tissu productif a besoin aussi de sa diaspora pour défendre ses intérêts vi-

taux, par le truchement d'un lobbying intelligent et d'une communication d'influence ciblée. De Paris à Madrid en passant par Bruxelles ou New York, les MRE, qui ont le patriotisme chevillé au corps, répondent présents, soit à travers des marches de protestation ou des sit in de soutien, à chaque fois que le dossier du Sahara traverse une étape difficile. Les Marocains d'ailleurs auraient pu s'impliquer davantage dans la vie de la Nation et apporter leur contribution s'ils avaient le droit d'être électeurs et éligibles. Ce qui n'est pas encore le cas alors que la constitution révisée de 2011 stipule clairement qu'ils jouissent des droits et obligations de pleine citoyenneté. Absence de volonté politique comme le pensent certains ? Non, répondent les responsables qui arguent plutôt d'un problème de logistique et d'organisation technique (création de circonscriptions à l'étranger, équipement des représentations diplomatiques d'un dispositif électronique approprié...). La participation des MRE dans la vie politique nationale n'est pas pour demain, surtout que les partis traditionnels sont en perte de vitesse dans le Royaume et n'ont aucun ancrage dans l'immigration d'aujourd'hui. Mais les représentants de cette dernière ne cèdent pas pour autant au désespoir ni au défaitisme, persuadés que le moment viendra où les MRE auront leurs circonscriptions à l'étranger. Il faut juste donner du temps au temps... ■

CORALIA
GROUPE ADDOHA

Les belles surprises

VACANCES
DE RÊVES

0522 67 10 00

WWW.CORALIAIMMOBILIER.COM

CORALIA VOUS OFFRE LES
VACANCES DE VOS RÊVES

valable jusqu'au 31 août

LA PERLE DE SIDI RAHAL

ISLANE AGADIR

LES PERLES DE MARRAKECH

LA PERLE DE CABO

LA PERLE D'OUJDA

TANGER BEACH



Bladi Assil

Une offre qui se transmet
de génération en génération



BLADI ASSIL vous offre de nombreux avantages :

- Plateforme d'information juridique gratuite via téléphone ;
- Un Pack BLADI ou Populaire gratuit pour vos enfants la première année d'ouverture de compte ;
- Pour toute recommandation de deux personnes, la Banque Populaire vous rembourse votre prime individuelle du contrat d'assistance ;
- De plus, votre conjoint pourra bénéficier d'autres avantages.

Bladi Assil



Les Marocains du monde, une diaspora à valoriser

Ministre chargé des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la Migration, Anis Birrou dresse dans cet entretien les principales actions menées par le département qu'il dirige en faveur des Marocains du monde.

**Propos recueillis par
Ahmed Zoubair**

Quel bilan faites-vous de l'action à la tête de votre département, à la fois complexe et stratégique ?

Le bilan de ce ministère ne peut être que collectif, fait de concertation, d'écoute, d'anticipation, mais aussi d'abnégation, de dévouement et d'engagement au service de la communauté résidente à l'étranger, pour traduire dans les faits la haute sollicitude royale envers cette tranche de la population. Ce ministère, qui a cumulé depuis sa création une expérience et des résultats très satisfaisants, d'une manière générale, a aujourd'hui deux missions principales: à la fois celle relative aux marocains résidant à l'étranger et celle de la migration et de l'asile, qui font de lui un des départements à caractère complexe, stratégique, multidimensionnel et multi-acteurs, qui nécessite une mobilisation de toutes les composantes de la société marocaine.

En effet, nous avons mis en place, depuis trois ans, deux stratégies nationales, ayant comme fondement les Hautes orientations royales, la Constitution révisée de 2011, et également les engagements nationaux et internationaux de notre pays.

La stratégie en direction des Marocains résidant à l'étranger vise le raffermissement des liens identitaires et culturels avec la mère patrie, la protection des acquis, des intérêts et des droits des Marocains du monde et leur mobilisation pour une plus grande contribution au développement de leur pays d'origine. Pour atteindre ces objectifs, cette stratégie a été déclinée en 8 programmes, dont 6 sectoriels et deux transverses, et 39 projets structurés en 104 actions.

La seconde stratégie concerne la nouvelle politique de migration et d'asile, initiée par S.M le Roi, basée sur une approche humanitaire et de droits de l'Homme visant à assurer une meilleure intégration sociale des migrants et des réfugiés au Maroc. La vision stratégique de la migration et d'asile est soutenue par 6 principes directeurs et se décline en 11 principaux programmes, dont 7 sectoriels, 4 transverses et 81 actions.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces deux stratégies, nous avons instauré un système de coordination et de collaboration exemplaire au plus haut niveau, avec tous les intervenants. La mise sur pied d'un cadre de concertation à travers la constitution d'une commission ministérielle présidée par le chef de gouvernement et regroupant plus de 20 acteurs. Cette commission, qui constitue un espace de débat et de décision sur les questions concernant les affaires des MRE et de la Migration, se réunit d'une manière régulière. Depuis juin 2014, elle a tenu quatre réunions dont la plus récente, date du 22 juin dernier.

Concernant les affaires de la Migration, et afin de renforcer le cadre juridique et réglementaire du Royaume et faire face aux grandes mutations dans le monde, trois projets de lois ont été préparés et mis dans le circuit d'approbation: le premier concerne la traite des êtres humains, approuvé par la chambre des députés et actuellement en cours d'examen par celle des Conseillers, le deuxième portant sur les réfugiés et les demandeurs d'asile, et le troisième sur la migration au Maroc. Ces deux derniers projets ont été transmis au Secrétariat général du gouvernement pour suivre le processus d'adoption.

Sur le plan institutionnel, nous avons réorganisé le départe-



SM le Roi s'offrant un bain de foule lors de son dernier passage aux Pays-Bas.

ment, aux niveaux central et décentralisé. Au niveau décentralisé, conscient d'apporter l'accueil et la proximité aux MRE au niveau régional, le ministère a créé trois maisons des Marocains Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration à Beni Mellal, Nador et Tiznit, en attendant d'en créer d'autres dans d'autres régions du pays.

Sur le volet culturel qui représente un axe stratégique de la consolidation des liens avec la mère patrie, le ministère a mis en place le texte de création des Centres culturels marocains intitulés «DAR AL MAGHRIB» représentant un lieu privilégié de ressourcement identitaire des MRE dans les pays d'accueil. Dans ce sens, deux centres culturels ont été créés, l'un à Montréal qui est déjà opérationnel et l'autre à Amsterdam en instance d'ouverture.

En outre, un nouveau cadre de partenariat avec les associations des Marocains résidant à l'étranger a été élaboré à travers la mise en place d'un guide référentiel de partenariat entre le ministère et ces

associations, l'instauration du principe de cofinancement et la focalisation sur les projets prioritaires pour notre pays, notamment la scolarisation et l'éducation des enfants, ainsi que l'accompagnement des populations fragiles, ...etc.

Le volet culturel n'est pas en reste avec l'organisation de plusieurs manifestations culturelles que ce soit dans les pays d'accueil, telle que la Semaine du Maroc en Allemagne, ou au Maroc pendant la saison d'été, à travers l'organisation des Universités d'été au profit des jeunes MRE, des colonies des vacances et des séjours culturels en faveur des enfants issus de familles défavorisées, ainsi que la participation des MRE à la journée nationale du Migrant qui coïncide avec le 10 août de chaque année. Cette manifestation organisée dans toutes les Wilayas et provinces du Royaume, portera cette année sur les « Jeunes MRE ». Tout au long de la saison estivale, le ministère se mobilise aux côtés de tous les intervenants, notamment la Fondation Mohammed V pour la solida-

rité, afin d'assurer l'accueil et l'accompagnement des MRE durant l'opération de transit «Marhaba», sous la présidence effective de sa Majesté le Roi Mohammed VI.

D'un autre côté, et afin d'assurer l'échange et consolider les liens entre les différentes institutions économiques, politiques et sociales au niveau national, et les compétences marocaines à l'étranger, le ministère a instauré un programme de mobilisation de ces compétences (5.000 talents identifiés jusqu'ici) que les services du ministère ont organisés en réseaux géographiques et thématiques, tels que le réseau des avocats, le réseaux des femmes journalistes, le réseaux des artistes, le réseaux des environnementalistes.

Parallèlement à ces différents programmes, le ministère a planché sur un dispositif ambitieux de promotion en faveur des investisseurs marocains à l'étranger, à travers, la réactivation de la caisse de la promotion des investissements des Marocains du monde «MDM Invest»,



l'accompagnement et le soutien des projets d'investissement présentés par les MRE et la mise en place d'un programme d'information et de sensibilisation des MRE qui désirent investir au Maroc.

Cette liste des réalisations, vous le comprenez, n'est pas exhaustive, que ce soit au niveau culturel, éducatif, social, juridique ou administratif, mais ce que j'ai cité donne une idée sur l'ampleur de la tâche accomplie et des défis qui restent encore à relever.

Notre ambition est d'aller encore plus loin dans l'accompagnement de nos compatriotes de l'étranger et l'anticipation de leurs besoins et attentes par le biais notamment d'un dispositif national du retour d'urgence des MRE suite à des crises politiques ou économiques dans les pays d'accueil, l'instauration d'un régime protection sociale au profit des MRE qui ne sont pas couverts dans leurs pays de résidence, la généralisation des conventions bilatérales, dans le domaine de la coopération judiciaire, notamment en ce qui concerne les affaires de la famille, etc.

Tout au long de votre mandat, vous avez multiplié les rencontres avec nos compatriotes de l'étranger. Quels enseignements tirez-vous de ces rencontres ?

Ces rencontres sont très importantes pour diverses raisons. Elles servent d'abord et essentiellement à raffermir les liens entre les MRE et la mère-patrie. Vous ne pouvez pas imaginer la ferveur exprimée par nos concitoyens qui assistent à ces rencontres et l'esprit de communion qui y règne quand il s'agit d'aborder les thématiques fédératrices, le socle des valeurs qui fondent la cohésion de notre Nation, l'intégrité territoriale et l'attachement au Trône à leur tête. Il s'agit aussi d'espaces d'échange et de discussions directes qui permettent de prendre le pouls de notre diaspora pour mieux appréhender ses aspirations. Ces rencontres représentent aussi une occasion privilégiée pour les informer, les orienter et les sensibiliser sur les questions touchant à leurs droits, aux mesures prises par l'administration marocaine pour mieux les servir, au Maroc comme à l'étranger. La communica-

tion avec nos concitoyens du monde est vitale. Même si nous utilisons à cet effet tous les supports et médias possibles, rien ne vaut le plaisir du contact direct qui permet une interactivité pleine d'émotion.

La question du retour habite-elle les MRE de la dernière génération de la diaspora marocaine ?

Tout d'abord, je tiens à préciser que les jeunes MRE ont une place de choix dans les programmes du ministère, notre stratégie vise en effet à prévenir le délitement culturel des jeunes générations avec leur pays d'origine. Nous mettons ainsi en place chaque année des programmes à caractère culturel et éducatif spécifique à l'intention de cette catégorie de MRE afin de renforcer leurs liens avec la mère patrie. Cette vision découle des Hautes orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu le glorifie, qui a entouré les Marocains résidant à l'étranger de Sa Haute Sollicitude. En effet, lors du discours royal du 20 août 2012, il a souligné le rôle important des jeunes générations de MRE dans la construction du Maroc de demain.

La problématique du retour fait partie de nos préoccupations car, comme vous le savez, le retour est une étape du cycle migratoire. Les anciennes générations qui sont actuellement à la retraite n'ont jamais cessé de rêver au retour au pays. L'émergence de nouvelles générations nées et « socialisées » dans les pays de résidence avec des attentes et des aspirations qui diffèrent de celles des générations précédentes, nous interpelle car la perspective du retour se pose différemment, dans la mesure où elle est, la plupart du temps, pensé autour d'un projet d'entreprise.

Au sein du ministère, notre rôle est de rendre ce retour bénéfique à la fois pour le candidat au retour que pour le pays d'origine. Car un retour réussi permet de pérenniser et développer les transferts de savoir-faire et de fonds des MRE, stimuler le développement local, et faire profiter le pays des expériences des MRE. Ce sujet nous interpelle également car il soulève une question plus profonde à savoir l'insertion des migrants de retour. Et



Anis Birrou, une politique de proximité et d'écoute remarquable.

c'est dans ce cadre que s'inscrit le projet avec nos partenaires européens. A cet effet, nous avons travaillé dans deux directions afin de cerner la problématique du retour : la question du retour d'urgence a été traitée par la création d'un dispositif national d'aide au retour et d'un décret interministériel qui est en cours de finalisation. L'autre volet concerne le retour des compétences MRE, les investissements et leur insertion dans la société marocaine.

Il est incontestable que de nombreux Marocains ont réussi dans leurs terres d'accueil que ce soit en Europe, en Amérique ou dans le Monde arabe. Quels sont les dispositifs mis en place par le ministère, pour non seulement maintenir le contact avec ces modèles de réussite, mais aussi les mobiliser pour qu'ils contribuent aux efforts du développement du Maroc notamment dans le domaine économique ?

Notre action dans le cadre du programme de mobilisation des compétences mis en place par le ministère est focalisée sur la mise en réseaux géographiques et thématiques. Depuis leur création, près de 15 réseaux ont mené plusieurs actions au Maroc. C'est le cas notamment du Réseau DMK rassemblant les compétences marocaines en Allemagne ou C3M, réseau des spécialistes du secteur de la santé dont leur missions portent sur l'organisation de formations sous forme de cours, séminaires, caravanes, dons de matériel et outils de travail dans les

domaines de l'éducation, de la santé, des nouvelles technologies et dans les pays d'accueil (conseil, appui et orientation pour les marocains sur place tant dans le domaine social, éducatif, juridique ou économique). Notre objectif est de faire émerger une nouvelle génération de compétences, de porteurs de savoir-faire, d'expertise et de projets d'investissement. Une étude sur la contribution des compétences marocaines résidant à l'Etranger dans les chantiers de développement du Maroc est dans sa dernière phase. Cette étude vise à identifier les champs de compétences déficitaires ou non couverts par les profils disponibles sur le marché marocain de l'emploi et de l'expertise et décliner les déficits en compétences identifiées et les besoins précis en termes d'expertise et d'opportunités de partenariat et d'investissement. Elle permettra également d'établir un diagnostic des contraintes liées à une participation effective des compétences marocaines à l'étranger dans le développement du Maroc et d'élaborer des recommandations et un plan d'action susceptible de réactiver la demande en compétences MRE et d'assurer son adéquation avec l'offre existante.

Par ailleurs, notre ministère a mis en place un dispositif d'appui à l'investissement productif en faveur des MRE porteurs des projets d'investissement qui consiste à la mise en place d'une cellule dédiée à l'accompagnement des investisseurs MRE ayant pour mission d'informer et d'orienter les investisseurs po-

tentiels sur les différents secteurs de l'économie, d'assister les porteurs de projets durant toutes les étapes de réalisation de leurs projets, de la conception jusqu'à la concrétisation de leur investissement, ainsi que d'identifier les formes de partenariat à mettre en place avec les acteurs locaux pour inciter et encourager les MRE à contribuer au développement de leur région. Ainsi 16 clubs d'investisseurs ont été créés pour accompagner les investisseurs MRE.

Un accompagnement régional est assuré par les Maisons MRE de Nador, Beni Mellal et Tiznit au profit des porteurs de projets originaires de ces régions et ceci s'inscrit dans le cadre de la proximité de l'administration en faveur des MRE. Le Ministère a aussi créé une plate forme digitale www.mre.gov.ma comportant une rubrique entièrement dédiée aux investisseurs intitulée « investissement » qui rassemble les informations relatives à l'acte d'investir.

Pour inciter les MRE à investir au Maroc et renforcer et pérenniser leur lien économique avec le pays, le dispositif d'appui financier «MDM invest» a été reconduit, ce mécanisme d'encouragement des investissements des MRE articulé autour d'un apport en fonds propres en devises d'au moins 25% du montant du projet.

Le ministère a développé également des partenariats stratégiques dans le cadre de la coopération bilatérale avec la France pour la mise en place du projet «Maghrib Entrepreneurs» avec l'Agence Française de Développement pour



appuyer la création d'entreprises par les MRE. Ce projet assure un accompagnement individuel et de proximité en faveur de 100 porteurs de projets à travers deux volets: l'information et la sensibilisation en France, et l'appui et l'assistance technique au Maroc et la Belgique pour le projet MEDMA II avec l'Organisation Internationale pour les Migrations et la Coopération Belge afin de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des MRE.

La montée du phénomène islamophobe dans nombre de pays européens, provoquée par les amalgames, vous inquiète-t-elle ?

La xénophobie est un phénomène qui s'amplifie quand les crises économiques et sociales s'accroissent et s'installent dans la durée. Ce qui se passe aujourd'hui en Europe n'est que la résultante d'une situation économique difficile qui dure depuis 2009. Si on ajoute à ce contexte l'insécurité liée aux derniers attentats, l'afflux massif de réfugiés du Moyen-Orient, la montée des courants populistes et le manque de perspectives pour la sortie de crise de l'emploi, toutes les conditions sont réunies pour créer un climat de défiance vis-à-vis de l'étranger en général et du musulman en particulier du fait que certains éléments, fortement minoritaires par ailleurs, se proclamant de l'Islam et prétendant le défendre, l'ont malheureusement entaché de leur aveuglement et de leur barbarie.

Les actes islamophobes, qui ont augmenté dans des proportions démesurées comme en France par exemple après les attentats des deux dernières années, sont la manifestation de l'exacerbation d'un malaise social évident mais également de la «dédiabolisation» d'une doctrine politique, notamment d'extrême-droite, qui fait de la stigmatisation des immigrés, majoritairement musulmans, le fond de son programme électoraliste. Alors, doit-on pour autant s'inquiéter pour nos Marocains établis en Europe ? Je répondrai plutôt non. La vigilance est de mise, c'est vrai, mais il n'y a pas lieu de céder à la dramatisation relayée et amplifiée par certains médias. Nos

concitoyens sont parmi les communautés les mieux intégrées d'Europe et les plus actives dans la propagation de l'image de l'Islam ouvert et modéré qui est le nôtre.

Quelle réponse efficace face à la stigmatisation des Musulmans en général et des Marocains en particulier? Comment protéger nos compatriotes de ces dérives xénophobes ?

Il est important de souligner que le Maroc réagit systématiquement et avec fermeté à tout incident islamophobe mettant en danger l'intégrité physique ou morale des membres de notre communauté à l'étranger. Dès qu'un acte est signalé, nos services consulaires et

Méditerranée qui ne baissent pas les bras face aux extrémismes, de quel bord qu'ils soient. La rencontre que nous avons organisée à Skhirate en mai dernier pour discuter de la meilleure façon de concrétiser le concept du «vivre ensemble», est un exemple des initiatives à prendre pour rapprocher les points de vue et identifier de nouvelles pistes pouvant contrer la montée de ces extrémismes.

Quelle est la nature du soutien culturel que votre département apporte aux enfants des MRE dans leurs pays d'accueil ?

Un intérêt particulier est accordé au volet culturel dans sa planification stratégique, ses

et dans le cadre de son accompagnement socioculturel des enfants MRE, le ministère organise chaque année le programme des colonies de vacances au profit des enfants MRE âgés entre 9 et 13 ans et issus de familles démunies. Ce programme a pour objectif de les faire bénéficier d'un séjour culturel et estival au Maroc tout en préservant leur identité marocaine à travers des activités culturelles, éducatives et ludiques.

Le vote et la représentation politique des MRE, promis par la Constitution, tardent à se concrétiser ? Quelles sont les raisons de ce blocage ?

Il faut d'abord rappeler que

concrétisation se fera quand les conditions optimales seront réunies. C'est une démarche consensuelle qui doit en décider et le débat public n'exclut aucune des idées ou propositions pouvant le faire avancer.

Le Maroc, qui abrite la COP22 prévue à Marrakech du 7 au 18 novembre 2016 donne une importance particulière à la question des migrations climatiques dont il veut faire un grand sujet de débat lors de cette conférence. En tant que ministre en charge de la migration, qu'est ce qui justifie selon vous l'intérêt pour cette question?

Les phénomènes naturels extrêmes liés aux changements climatiques ont engendré des conséquences souvent désastreuses sur les communautés vulnérables, obligées de choisir la migration comme voie de survie. Le Maroc est parmi les pays concernés par cette problématique. Il a connu et connaîtra dans l'avenir des déplacements internes suite aux sécheresses, aux inondations et autres cataclysmes liés au changement du climat. Il subira également et davantage la pression des migrations venant des pays subsahariens affectés par le même phénomène. La communauté internationale n'a adopté le principe de protection des droits des migrants climatiques que lors de la COP21 où l'accord de Paris recommande la création d'une task force pour faire face à cette mobilité humaine forcée.

Dans ce contexte, nous avons organisé à Rabat, en mai dernier, un colloque international sous le thème «Migrations climatiques : Tendances et enjeux» sous le label de la COP22. Ce colloque a été l'occasion de réunir des experts nationaux et internationaux pour échanger et discuter autour des enjeux et défis liés aux migrations climatiques mais aussi de constituer un «think tank» composé notamment de compétences MRE environnementalistes et spécialistes en impacts des changements climatiques pour le suivi des recommandations issues de ce colloque et qui seront présentées lors de la COP22. ■



Les Marocains de l'étranger, l'attachement au retour.

diplomatiques saisissent les autorités du pays d'accueil et viennent aussitôt en aide aux victimes d'actes pareils. Cette aide peut aller, selon les cas, du simple soutien de réconfort jusqu'à l'accompagnement juridique, si la situation l'exige. Mais, comme je viens de le dire, il ne faut pas perdre de vue que ces actes restent très isolés et souvent quand ils se produisent, ils visent les communautés musulmanes de façon générale. Nous estimons qu'il est important de faire savoir aux membres de la communauté marocaine qu'ils ne sont pas seuls et ne le seront jamais face à l'islamophobie ou tout autre acte de malveillance les visant. Le combat que nous menons contre ce phénomène, tout-à-fait conjoncturel je le répète, est le combat de toutes les forces vives des nations au Sud comme au Nord de la

programmes et actions. Il y est question de deux champs d'action culturelle : l'un au Maroc et l'autre à l'étranger. Si nous n'avons pas encore mis en place un programme spécifiquement dédié au soutien culturel des enfants MRE dans les pays d'accueil, il n'en reste pas moins que nous encourageons les initiatives du tissu associatif MRE qui vont dans le sens de nos objectifs stratégiques, que ce soit dans le domaine de l'apprentissage de la langue arabe et de la culture marocaine ou dans celui de la lutte contre le décrochage scolaire.

Cet encouragement se décline à deux niveaux: soutien financier du projet et renforcement des capacités managériales de l'association subventionnée, tout au long de la réalisation du projet en question. En plus du volet soutien et partenariat avec le tissu associatif MRE,

la Constitution marocaine est l'une des rares, voire l'unique au monde à avoir accordé autant d'intérêt à la diaspora en lui consacrant pas moins de cinq articles : 16, 17, 18, 30 et 163. La participation des MRE dans tous les chantiers de développement du pays est bien sûr souhaitée et fortement encouragée. La participation politique n'est pas en reste. Nous voulons que les MRE soient mobilisés également dans cette dynamique de représentation et de participation dans la gestion de la chose publique au Maroc. Le vote des MRE est aussi un mode d'expression qui fait actuellement l'objet d'une concertation ouverte à toutes les opinions. Les modalités techniques et juridiques de sa mise en œuvre sont à l'étude, à l'instar de bon nombre de dispositions prévues par la nouvelle Constitution, et leur

BMCE AGENCE DIRECTE

Marocains Citoyens du Monde

Là où vous êtes,
ouvrez **directement**
votre compte
sur Internet !

N'attendez pas d'être au Maroc pour créer votre compte bancaire !
Désormais, Grâce à **bmceagencedirecte.ma**, ouvrez votre compte
où que vous soyez et à tout moment.
En plus, bénéficiez **gratuitement** d'un **package** complet
de services durant la première année
(carte bancaire, banque à distance,
privilèges et réductions...)

212 520 393 030
bmceagencedirecte.ma
140 avenue Hassan II - Casablanca



BMCE BANK
NOTRE MONDE EST CAPITAL





Tareq Oubrou : « L'islam est perçu comme une religion expansionniste »

L'imam vedette de la mosquée Al-Houda de Bordeaux est sur tous les fronts. Champion de l'ouverture et du dialogue, Tareq Oubrou est dans le collimateur de Daech qui a appelé dans son dernier numéro, Dar al-Islam, le magazine de propagande francophone de l'Etat islamique, à l'exécuter, désigné - photo et adresse à l'appui - comme «une tête pensante de la mécréance qui appelle à l'égarement». Ce prédicateur marocain éclairé qui s'est installé France au début des années 1990, est aujourd'hui l'une des figures de proue de l'«Islam libéral», prônant depuis plusieurs années une pratique «républicaine» et une «visibilité a minima» de la religion musulmane. Il a été fait Chevalier de la Légion d'honneur en 2013 sur proposition de Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, et a été choisi par Bernard Cazeneuve comme interlocuteur privilégié des pouvoirs publics après les attentats de «Charlie Hebdo» et de l'Hyper Casher de janvier 2015. Il reste l'un des rares intellectuels musulmans à avoir contribué à la création de nombreuses associations culturelles françaises. Connue pour ses prises de position libérales, il publie, depuis 2002, de nombreux ouvrages sur l'islam, dont le dernier en date : «Ce que vous ne savez pas sur l'islam» chez Fayard.

**Propos recueillis par
Ahmed Zoubair**

L'actualité la plus chaude remet à l'ordre du jour une question essentielle : quelle devrait être, selon vous la place du religieux dans l'espace public ?

En principe la société n'est pas laïque. L'Etat l'est, mais le citoyen non. Quand on confond l'espace public et l'Etat on tombe dans le totalitarisme. Toute pratique qui ne porte pas atteinte à l'ordre public doit être acceptée. On peut ne pas être d'accord avec l'autre mais il a le droit d'exister. Pour établir du vivre-ensemble, la convocation du droit ne suffit pas. Les musulmans doivent aussi prendre en considération la mentalité et la culture de l'autre sans renoncer à ce qui est essentiel dans leur religion. Nous avons besoin d'une hiérarchisation des dogmes et des pratiques. De nombreux ajustements des pratiques sont possibles selon le contexte, mais il s'est développé une orthopraxie minimaliste qui conduit les musulmans à une violence binaire : c'est ça ou ce n'est pas ça. Les pratiques religieuses ne sont pas orientées par une théologie savante

mais par une orthodoxie de masse. Cela donne lieu à une visibilité de démarcation et de mode qui n'est pas prioritaire dans les pratiques de l'islam. Et cela participe à reconforter l'imaginaire collectif qui pense que cet islam n'a pas renoncé à ses espoirs de conquête.

Comment expliquez-vous le retour des polémiques autour de la laïcité ?

Ce retour n'est pas nouveau. Il date de la première affaire du foulard en 1989. Le sujet de la laïcité a été ressuscité en parallèle de l'effondrement du mur de Berlin, du communisme et de la commémoration du bicentenaire de la Révolution. Cette question a été régénérée à travers une nouvelle visibilité de l'islam centrée notamment sur le foulard.

Ces débats visent-ils une religion en particulier ?

Oui, c'est clairement un débat sur l'islam. La laïcité est un alibi. Aujourd'hui, à travers la présence de l'islam, on se rend compte que l'"autre" est parmi nous, considérant encore le musulman comme un étranger, voire un danger.



Tareq Oubrou, un imam moderne.

C'est d'autant plus déroutant dans le contexte français où on pensait que le religieux allait s'évanouir et qu'en fait il se revivifie au sein d'une société fortement sécularisée. On reconnaît dans ce débat l'hostilité médiévale chrétienne, qui s'exprime aujourd'hui en langage sécularisé, à l'égard d'une religion toujours perçue comme agressive et expansionniste. Et un certain nombre de musulmans par leur comportement ont tendance à corroborer cette perception en développant

des visibilité non expliquées, du terrorisme, etc. Il y a une essentialisation de l'islam : pour le commun des Français, le Coran est le code génétique commun des musulmans. Il suffirait de le lire pour les comprendre, en oubliant les facteurs économiques, sociaux, ethnologiques, culturels, etc. Le problème se joue au niveau des perceptions.

Y a-t-il moyen à votre avis d'en finir définitivement avec le radicalisme ?

Le problème est multifacto-

riel. Il faut traiter l'urgence, oui, mais s'occuper des conséquences ce n'est pas traiter les causes. Il faut s'attaquer à l'étiologie du mal, ne pas se contenter des sermons républicains mais agir et appliquer le droit. Sans quoi nous provoquerons la fragilisation de la démocratie et les tentations populistes. Au reste, ce ne sont pas les mosquées qu'il faut fermer comme le demandent certains car les fidèles n'ont pas à être pénalisés - ce sont les prédicateurs haineux qu'il faut expulser. ■

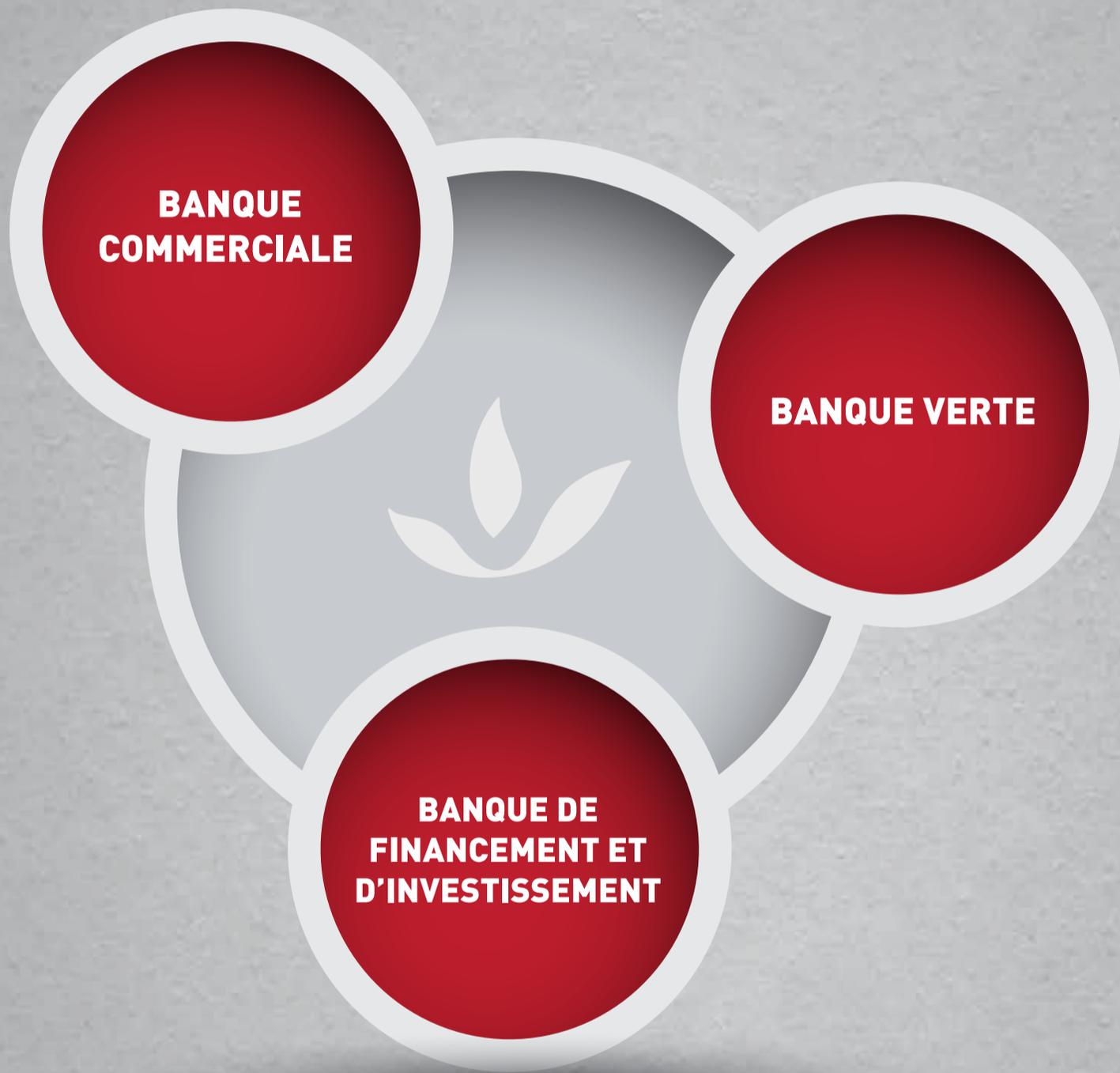


Les réseaux de Birrou

Mobiliser les compétences marocaines du monde là elles se trouvent est le maître-mot du ministère des Marocains résidant à l'étranger et des Affaires de la migration. Celui-ci a rassemblé les journalistes d'origine marocaine oeuvrant dans différents médias à l'étranger dans un forum organisé mercredi 13 juillet à Skhirat. L'objectif

du ministre de tutelle Anis Birrou est d'organiser en réseau les talents marocains évoluant à l'étranger, de telle sorte d'en faire un lobby fort et agissant au service de son pays d'origine et ses intérêts suprêmes. Ce travail de réseautage a été déjà monté avec les avocats et les artistes marocains du monde qui ont été invités au Maroc du 20 mai au 3 juin dernier. ■

OFFRE DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

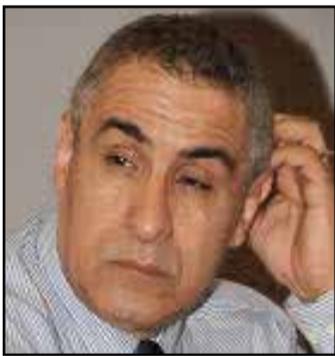
www.creditagricole.ma



Le nouveau défi de l'émigration marocaine

Le Maroc s'est classé, peu à peu mais avec un rythme soutenu, parmi les grands pays d'émigration, et ce en moins de 40 ans. Il est aujourd'hui dans le peloton de tête avec des pays comme le Mexique, les Philippines ou l'Inde.

De 1975 à nos jours, le nombre des Marocains du monde s'est multiplié par plus de 20 fois. De moins de 300 000 âmes en 1975, l'émigration marocaine s'est multipliée exponentiellement pour atteindre, de nos jours, des chiffres officiels qui la situent autour de 3 millions et demi d'âmes. Et des chiffres



Driss Ajbali *

officiels qui parlent de 5 à 6 millions de personnes. Cette imprécision reste l'un des talons d'Achille du dossier.

Cette prodigieuse extension est le produit d'effets conjugués : le regroupement familial, le maintien, malgré l'arrêt officiel de l'immigration dans la plus part des pays européens, d'une émigration de main-d'œuvre qualifiée ou non, les étudiants qui se sédentarisent et se naturalisent, le départ des compétences scientifiques et techniques, le développement de nouvelles destinations à l'exemple du monde arabe, l'émigration clandestine, les naissances dans les pays d'accueil. Depuis les années soixante et jusqu'au début des années quatre-vingt dix, le discours officiel qualifie l'émigré marocain de TME, travailleur marocain à l'étranger. TME est un acronyme qui subodore la figure d'un homme, jeune surtout, issu globalement et de préférence du milieu rural. Celui-ci est essentialisé par sa



L'émigration marocaine a connu une évolution profonde.

fonction ouvrière. C'est la variable « force de travail » qui prévaut. Elle supprime même sa marocanité qui, en la circonstance est non négociable. A l'époque, il n'y a quasiment pas de doubles nationaux. Le mot « à l'étranger » insiste, mine de rien, sur cette marocanité. Il inscrit dans un espace exogène tout en arrivant au pays. Last but not least, pour l'État marocain, le dossier relève du ministère du travail. C'est ce département qui veille, en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères, à l'application de diverses conventions bilatérales signées avec les pays d'accueil.

L'État marocain prend rapidement la mesure de l'intérêt économique que représente cette masse humaine qui, par la grâce de l'apport en devise, devient une manne... financière. Le discours officiel des années soixante-dix, à l'époque des plans quinquen-

naux, souligne non seulement l'apport en devises et la diminution de la pression sur le marché du travail comme arguments pour encourager l'émigration, mais il y ajoute le bénéfice et la valeur ajoutée pour le pays, en cas de retour, de tout ce potentiel humain qui aura acquis une grande expérience dans les pays développés. L'état d'esprit d'alors est sous l'emprise d'une double idée : Le caractère temporaire de cette émigration et son retour au pays comme horizon indépassable. Le mythe du retour était encore puissant.

Crise

Le plan quinquennal 1973-1977, par exemple, est le premier à appréhender le dossier des TME en termes d'objectifs. Il inclut des objectifs chiffrés et table sur des estimations comptables qui pourraient provenir des

transferts financiers. L'apport des TME est alors considéré équivalent à l'exportation d'une production réalisée au Maroc. Ce plan démarre avec la crise du pétrole et son impact et répercussions sur les immigrés dans les pays européens. Il enjambe, dans le même temps, la Marche verte qui fait, depuis 1975, de la question du Sahara marocain un dossier extrêmement sensible. Le discours officiel plaide désormais pour l'organisation et le développement de services chargés des immigrés marocains dans leur pays d'accueil. Il préconise le renforcement de l'action sociale et promeut la mise en place d'attachés et de contrôleurs sociaux au sein des Ambassades et des Consuls. La question du Sahara élargit l'intérêt porté aux émigrés à d'autres départements, en particulier le ministère de l'intérieur et les services de renseignements soucieux de

l'activisme du syndicalisme étudiant, en particulier au sein de l'UNEM France.

Le début des années 1980, le transfert d'argent des immigrés est reconnu comme vital. La crise que vit le Maroc, qui est à l'orée d'un plan d'ajustement structurel, rend indispensable les transferts des TME. Dans le même temps, le Maroc s'inquiète de l'ambiance qui règne dans les pays européens qui, comme c'est le cas de la France, préparent des plans d'aide au retour à la suite des difficultés économiques que connaît l'Europe. Dans sa gestion de ses émigrés, le Maroc anticipe rarement. Il s'adapte toujours. Des mutations profondes vont changer les données du problème et dissipent rapidement les inquiétudes. Un mouvement de stabilité des immigrés en Europe est entamé soit par la régularisation des clandestins (130.000 en France) ou par de nouveaux



droits sur le séjour, dont la plus déterminante reste la carte de résidence de dix ans, automatiquement renouvelable.

L'acronyme TME, trop réducteur est vite abandonné face à cette nouvelle réalité. Une nouvelle terminologie voit le jour. Pour qualifier les Marocains établis à l'étranger on parle désormais de RME: Ressortissant marocain à l'étranger. L'expression est quelque peu chauvine. Elle donne la primauté à l'appartenance à la nation d'origine en insistant sur deux qualités: le ressort et la nationalité. Le ressortissant marocain à l'étranger est protégé par ses représentations diplomatiques ou consulaires. C'est ainsi que le ministère des affaires étrangères va dévorer une partie des prérogatives du ministère de travail.

Avec les années 1990, c'est la victoire de la résidence sur le ressort. Le RME, devient MRE, Marocains résidant à l'Étranger. La résidence, à la différence du séjour, introduit la durée. Et si la marocanité ne se perd ni se négocie, cela n'empêche pas la naturalisation dans d'autres nationalités, phénomène qui devient massif chez les Marocains d'Europe. C'est le début de la fin du mythe du retour.

Arguments

Le Maroc comprend intuitivement ce changement sociologique. Dans un discours consacré à l'instauration du ministère délégué chargé des Affaires des Marocains résidant à l'étranger, feu le Roi Hassan II met en avant la nécessité de prendre en compte l'ensemble des besoins des émigrés, en particulier la dimension identitaire avec son soubassement religieux afin de garder des liens solide avec la « mère patrie ».

Ce discours inaugure une nouvelle approche. Il précède le premier acte de naissance d'une approche plus institutionnelle du dossier de l'émigration. Avec la naissance d'un ministère délégué auprès du Premier ministre et d'une Fondation dédiée aux Marocains de l'étranger, le dossier rentre dans une nouvelle ère. L'approche se veut désormais globale. La nécessité de mettre en branle une politique multidimensionnelle à des-

tinuation des émigrés est de plus en plus présente dans les textes.

Cette dynamique fera long feu. Pour des raisons de rivalités entre départements ministériels, le dossier des MRE se marginalise. Puis s'embourbe durant 10 ans. Même l'avènement du gouvernement d'alternance d'Abderrahmane Youssoufi n'a pas mis fin à son enlisement. Il a fallu attendre le nouveau règne et l'intérêt que porte le Roi Mohamed VI pour les Marocains de l'étranger pour que le dossier rentre, de nouveau, dans une nouvelle dynamique.

En effet, avec le gouvernement de Driss Jettou, deux nouvelles terminologies

discours, sur les moyens adéquats à trouver pour renforcer ces liens afin que « l'attachement à la mère patrie soit solide ». D'évidence, cette nouvelle approche est induite par une forme de compétition avec les forces intégratrices qui sont à l'œuvre dans les sociétés d'accueil. Le discours officiel entreprend de plaider pour le renforcement des liens identitaires en s'appuyant sur la promotion de l'éducation de la langue d'origine, l'accompagnement spirituel à travers l'encadrement religieux. Les programmes culturels, les séjours dans le pays visent en priorité ceux qu'on considère comme la deuxième ou la troisième génération. La Fon-

tés économiques, sociales et culturelles. Ameer, Maazouz ou Anis Birrou ont eu chacun sa stratégie. Ils font de la rupture dans la continuité, avec à chaque fois plus de moyens. Ce qui est donc sûr, c'est que le Maroc à, dans cinquante deux pays du Monde, une immigration importante. L'essentiel étant en Europe. Est-ce pour autant qu'il a une politique en la matière ? L'Etat marocain est devenu l'un des rares pays au monde à déployer une aussi grande batterie de moyens pour encadrer ses « ressortissants » à l'étranger. Les encadre-t-il vraiment. Pour quelle efficacité ? Au nom du renforcement de l'identité, le Maroc

pour eux un sujet o b s e s -

sionnel. Le succès des nationalismes identitaires prend appui sur la peur de l'immigration comme incubateur de l'insécurité en général et du terrorisme assassin en particulier. Ils s'appuient l'autre radicalisme qui provient de l'ébullition que vit l'Islam. Et bien que minoritaires, des jeunes, le plus souvent à la dérive avec de lourdes failles identitaires, ont trouvé dans le radicalisme islamiste une offre et une promesse.

Repères

Le terrorisme n'a certes pas de nationalité. Force, toutefois, est d'admettre qu'avec Abaaoud, Salah Abdesalem, Brahim Abdesalem, Bilal Hafdi, Mohamed Abrini, mais aussi Hasna Ait Boulhacen, Jawad Bendaoud, nous n'avons affaire qu'à des Marocains d'origine. Ils sont le produit de notre émigration. Ils sont les ratés de l'intégration et de l'immigration franco-belge. Ils ont tous tutoyé la voyoucratie, la délinquance, la drogue et les procédures judiciaires avant de trouver des repères dans le gangstero-terrorisme. Le fil d'Ariane de la politique marocaine à l'égard de son émigration a toujours été de maintenir et de renforcer l'identité marocaine. La horde barbare franco-belge agit à rebrousse-poil de cette identité et des valeurs qui la fondent. On peut bien sûr faire dans le déni en prétendant que ces énergumènes sont le produit des pays d'accueil. Qu'ils n'ont rien de Marocains ni de musulmans. Mais il faut rester cohérent. On ne peut pas indéfiniment considérer que les devises de notre communauté sont les bienvenus et repousser les dérives qu'elle peut générer. La responsabilité des pays d'accueil est certes engagée. La nôtre aussi. C'est un échec partagé. Cette nouvelle situation suffit à imposer un aggiornamento de la politique publique que la Maroc a accumulée en quarante ans de gestion du dossier de sa communauté à l'étranger. C'est là un défi majeur. ■

* Sociologue, membre du CCME, ancien membre du CCDH.



Les émigrés entre deux extrêmes...

voient le jour. On parle désormais, de Communauté marocaine à l'étranger. Comme pour évoquer un groupe social homogénéisé par son vécu avec des caractéristiques multiples : générationnelles, professionnelle, socio-culturelles...etc. Par ailleurs et pour la première fois, c'est le concept stratégie qui devient le leitmotiv du langage institutionnel. A défaut de moyens, parce que à la tête d'un ministère, Nezha Chekrouni, a développé un ministère du verbe en faisant la promotion de ces deux notions qui, mine de rien, reflètent une nouvelle approche.

Dés lors, les données du problème sont inversées. Le discours officiel insiste dorénavant sur les liens du Maroc avec cette communauté, alors qu'il faisait l'inverse jusqu'à présent. Il insiste, ce nouveau

discours Hassan II, de son côté, persiste à parler de « Marocains de l'extérieur » ne serait que par la publication des ses « états des lieux » de son observatoire. Le CCME, survenu en 2008, parle quant à lui des « Marocains du monde », appellation également adoptée par le secteur bancaire qui n'hésite plus à la proclamer sur ses grands panneaux publicitaires qu'il brandit durant la saison estivale.

S'agissant de la stratégie, l'esprit des grandes lignes mises en place en 2002 n'a pas fondamentalement changé. Les gouvernements marocains qui se sont succédé et leurs ministres chargés du dossier mettent systématiquement l'accent sur l'intégration réussie des Marocains à l'étranger. Ils les encouragent à rester en contact avec le Maroc à travers des activi-

consent un effort considérable dans le domaine de l'enseignement de la langue arabe, depuis plus de 25 ans et consacre, surtout depuis 2004, des moyens de plus en plus importants dans le domaine religieux. Or, ce sont justement les deux domaines qui souffrent le plus d'intolérables incohérences et de réels dysfonctionnements dont la multiplication des intervenants qui, à défaut de travailler ensemble cultivent des rivalités stérilisantes, n'est pas le moindre mal.

Une nouvelle donne s'impose désormais. Les immigrations, en particulier musulmanes, sont devenues otages, en Europe du moins, de deux radicalismes. Il y a d'un côté, le radicalisme des nationalismes identitaires d'extrême droite qui prospèrent dans toute l'Europe. L'immigration est



Marocains du monde : des profils et des parcours

Ils sont jeunes et moins jeunes, ils occupent des postes clés dans les économies occidentales et arabes. De Paris à Dubaï en passant par Washington, ces Marocains bien particuliers, parfaitement intégrés dans leur pays d'accueil font bouger les choses. Quelques brebis galeuses viennent de temps à autre assombrir ce tableau idyllique mais d'une manière générale, la diaspora marocaine a bonne presse.

Youssef Chiheb, La passion du territoire

Youssef Chiheb est professeur associé en géostratégie et en développement international à Paris-XIII et consultant international et expert pour le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).



Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis que Youssef Chiheb a débarqué en France en 1985, armé d'une maîtrise en géographie et urbanisme décrochée à Casablanca. A son arrivée en France, le jeune homme d'antan ne perd pas de temps après un DEA à l'Institut supérieur d'aménagement du territoire et d'urbanisme de Tours, il se lance dans un doctorat sur un sujet considéré comme abscons et rébarbatif (péurbanisation du Grand Casablanca : Processus d'implantation et répercussions sociales et spatiales) mais qui lui permet de prendre la tête de la direction d'urbanisme à la ville de Niort où il fait ses premières armes durant quatre ans. Très actif politiquement, il s'inscrit au Parti socialiste en 1995 où il est rapidement repéré par l'ex-compagne de Hollande. Il va alors intégrer la section socialiste dans les Deux-Sèvres où il devient secrétaire fédéral adjoint aux côtés de Ségolène Royal, alors députée dans la même circonscription. En 1997, après la dissolution de l'Assemblée nationale, il est nommé conseiller technique de Jean-Pierre Chevènement, au ministère de l'Intérieur. Et c'est là où son travail est reconnu notamment parce qu'il a élaboré la carte des zones urbaines sensibles et préparé les premières réflexions autour du Conseil français du culte musulman. Après la débâcle présidentielle de 2002, il se met au vert. Sans tourner le dos aux valeurs de gauche, Youssef Chiheb trempe sa plume dans des sujets qui lui tiennent à cœur et publie en 2014, le Manifeste de l'indépendance marocaine, hommes, destins, mémoire avant d'éditer un essai, Pourquoi es-tu venu en France papa ? Pourquoi j'ai quitté le Maroc (Edition AlfAbarre), où il évoque les raisons profondes de l'émigration. Armée d'une bonne expérience de terrain, le franco-marocain qui ne cache pas son ambition de servir de courroie de transmission pour "arrimer le Maroc au continent" en tant que consultant international et expert pour le Programme des Nations

unies pour le développement (Pnud), il a notamment travaillé dans l'Initiative nationale pour le développement humain à la mise en place de la fondation pour le développement des programmes du Nord et Tanger Med Maroc. Comme il n'a pas coupé les ponts avec sa famille politique dans l'hexagone, son nom est cité pour «des fonctions sensibles en France».

Sophia Yazane Golden girl ?

Sophia Yazane, aujourd'hui fiscaliste prospère dans un cabinet international à Dubaï, conseille en priorité les investisseurs qui souhaitent s'implanter au Maroc, son pays d'origine.

C'est un parcours bien atypique que celui de Sophia Yazane. Avec au départ un BEP en comptabilité, elle finit son cursus universitaire avec un double master en droit, dont un en fiscalité internationale. Après avoir obtenu son diplôme, en 2008, elle choisit Londres pour apprendre l'anglais et décrocher un emploi de fiscaliste. La Grande Bretagne étant alors en proie à la crise, elle quitte ce pays avant d'avoir terminé l'année et s'installe au Luxembourg où elle intègre le cabinet Ernst & Young comme fiscaliste avant d'être débauchée par le nouveau bureau luxembourgeois de Baker&McKenzi qui voit en elle une pépite pour ses activités.

Après cinq ans d'intense travail, elle met le cap sur le Golfe où elle est recrutée par le cabinet M/Advocates of Law à Dubaï qui lui confie la direction du département Tax. En tant que "senior associate", elle conseille en fiscalité internationale les investisseurs étrangers qui souhaitent s'implanter dans la région et les Emiratis intéressés par des investissements à l'étranger.

Née en France, elle reste très attachée tant sur le plan personnel que professionnel au Maroc, où elle se rend plusieurs fois par an. Pour sa terre natale elle nourrit de grandes ambitions. « Je suis une fervente supportrice du Maroc. Le pays présente des avantages et ressources incommensurables que l'on doit continuer de développer. Le Maroc a fourni des efforts considérables afin d'attirer des investisseurs étrangers mais surtout d'améliorer les conditions de vie de ses habitants. A mon sens tous les Marocains résidant à l'étranger en sont les ambassadeurs et il appartient à chacun



d'entre nous de participer à son développement. Je m'implique à ma manière en essayant de faire du lobbying dès que j'en ai l'occasion », a-t-elle confié récemment au Courrier de L'Atlas.

Karim Zidane Un turbo dans le cerveau

Déjà le choix de faire un bac option mécanique montre que le personnage avait un esprit tourné vers la construction automobile. Karim Zidane s'était d'abord heurté au club fermé des écoles publiques d'ingénieurs en France



quand le groupe ENI fait la sourde oreille à ses demandes d'intégrer l'école malgré ses résultats satisfaisants. Jamais en panne de détermination, il fait le forcing pour intégrer des écoles à l'étranger, "surtout en France et aux Etats-Unis", sans succès. Au final ce sont trois universités qui acceptent de l'inscrire : Lille, Boston et Aix-la-Chapelle. Il ne choisit aucune des trois et opte pour l'Allemagne malgré l'handicap de la langue qu'il apprend avant d'intégrer une école d'ingénieurs à Munich. Sans moyens financiers conséquents, il multiplie les petits boulots pour financer ses études. A sa sortie, il est recruté par un sous-traitant de BMW, avant de rejoindre la firme automobile mère comme ingénieur chargé du développement des pièces des moteurs à essence de la première idée jusqu'à la construction finale. Bien vu par le top management de la firme, il voyage à travers le monde où il est chargé de faire des essais sur les routes dans des conditions extrêmes comme en Finlande (hiver) ou encore en Afrique du Sud (été)... Malgré une activité absorbante, Karim Zidane n'a pas oublié son pays d'origine et milite dans plusieurs associations facilitant l'intégration des Marocains en Allemagne. C'est ainsi qu'il crée en 2009 avec d'autres compatriotes le Réseau de compétences germano-marocaines DMK.

DMK est à l'origine d'une vingtaine de projets de développement au Maroc. Trois villages entre Marrakech et Essaouira bénéficient aujourd'hui d'eau potable grâce à l'énergie solaire. "Nous avons répondu à la demande d'agriculteurs qui nous ont contactés pour qu'on leur apporte notre savoir-faire", précise Karim Zidane. La moitié des projets sont dédiés au Maroc, "grâce au soutien du



ministère chargé des MRE et de la Fondation Hassan II", précise notre interlocuteur.

Abdelaziz Yasri

Voyageur infatigable

Après un Master en biologie, Abdelaziz Yasri a réussi à obtenir l'équivalence dans la fac de Sciences de Nancy avant de rejoindre l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, dans le domaine de la physiologie animale. Pour financer ses études, le jeune homme n'hésitait pas à vendre des beignets chauds sur la plage. Il a ensuite validé un DEA en biophysique et sciences des médicaments avant d'entamer des études doctorales à la faculté de médecine de Montpellier.

Après une expérience de trois ans à Boston, puis une autre en Belgique, il va revenir à Montpellier pour s'installer à son propre compte.

L'histoire remonte à l'année 2004, où il se présente au concours national de création d'entreprises dans la catégorie "Emergence". Lauréat, il reçoit une subvention de 42 000 euros qui lui a permis de créer en 2007 son entreprise, baptisée Nova Décision. L'année suivante, il se présentera au même concours dans la catégorie "Développement". Là aussi, il fait une belle moisson puisqu'il se voit octroyer une subvention de 280 000 euros. Sa société qui fabriquait de nouveaux médicaments grâce à une plateforme de développement assistée par ordinateur dans le domaine de l'oncologie est enfin sur les rails.

Prochaine étape, fusionner avec l'entreprise Azasynth, ce qui donne naissance à la société OriBase Pharma. Depuis 2010, la nouvelle entité a reçu de grosses entrées de capitaux (2 millions d'euros en 2011, 8 millions d'euros en 2014) pour développer les programmes et les amener jusqu'en phase clinique chez l'homme.

Notre investisseur prodige n'oublie pas pour autant sa patrie et en 2010, avec un autre compatriote, Rachid Benhida, directeur du CNRS de Nice, il lance la Société marocaine de chimie thérapeutique (SMCT), crée des divisions dans les 13 établissements universitaires au Maroc, qui regroupent des enseignants chercheurs ainsi que 10 clubs de jeunes.

Jalid Sehoul

Le cancer n'a pas de nationalité

Malgré sa grande discrétion, le professeur Jalid Sehoul est considéré par ses pairs comme une valeur sûre en matière de lutte contre le cancer en Allemagne. La quarantaine à peine entamée, il est déjà à la tête du Centre européen pour la recherche contre le cancer et a fondé le réseau international de la banque tumorale pour le cancer de l'ovaire. Ce centre regroupe plus de 4000 échantillons, un outil essentiel pour faire de la prospective scientifique. Il conduit également des essais cliniques pour ses recherches.

Le parcours de ce tangerois né à Berlin dont les parents ont émigré en Allemagne dans les années soixante est atypique. En effet, il a commencé sa carrière comme infirmier avant de postuler pour des études en université de médecine.

Son diplôme en poche, il s'attaque alors à la recherche. Celui qui n'a pas coupé les ponts avec son pays d'origine est également impliqué dans le développement de la recherche sur le cancer dans le monde arabe. Il travaille d'ailleurs d'arrache-pied sur la mise en place d'un module



en médecine en faveur des étudiants de cet établissement. Son ambition? Créer un centre arabe international en cancérologie pour la formation continue des médecins.

En attendant, il dirige aussi une fondation dédiée aux patientes atteintes du cancer de l'ovaire. Quand le professeur ne manie pas le scalpel, c'est un autre outil qui prend le relais, la plume. C'est que Jalid Sehoul a attrapé le virus de l'écriture ; il vient de boucler un ouvrage sur Marrakech qui a reçu l'aval de la fondation Hassan II pour être traduit en arabe et en français. Un second livre consacré à Tanger est dans le pipe.

Hanane Elkssaimi

L'Afrique, c'est l'avenir de l'humanité

Quand on dit MRE, on pense tout de suite Europe, Canada et pourtant nombreux sont les Marocains qui ont choisi d'exercer leurs talents en Afrique. Ainsi de Hanane Elkssaimi pour laquelle les couleurs de l'avenir se situent moins au nord qu'au sud. Celle qui a fait le choix de miser sur le Gabon est à 34 ans, directrice générale d'un consortium international qui rassemble des sociétés opérant dans plusieurs secteurs d'activité : travaux publics, import-export ou encore les mines. Cette jeune Marocaine née à Mechra Bel Ksiri, une petite bourgade du Gharb, dispose d'un diplôme d'études supérieures en commerce décroché dans la filiale de l'université québécoise (HECI) de



Rabat. Au cours de son cursus universitaire, elle est remarquée par des chasseurs de tête canadiens qui lui proposent en 2004 de prendre en charge la direction de la communication pour la zone Afrique de l'Ouest et centrale à l'université HECI de Rabat. Elle s'emploie alors à construire des relations privilégiées avec les partenaires africains à travers la création d'un réseau avec les universités du continent. La jeune femme qui assure cette fonction pendant deux ans se sentira vite à l'étroit dans son poste. C'est alors qu'elle laisse tout tomber et en 2006 s'envole pour le Gabon où elle est recrutée par le fameux consortium CITP. D'entrée de jeu, le staff dirigeant lui fait

confiance en lui confiant une responsabilité en phase avec son tempérament : le terrain. Le carnet de commandes du consortium ne désemplit grâce à de gros contrats décrochés auprès de l'Etat gabonais. D'un contact facile et spontané, Hanane Elkssaimi n'a aucun mal à s'intégrer dans la société gabonaise.

Parallèlement à ses activités professionnelles, elle trouve du temps pour militer au sein de l'Union marocaine au Gabon, une entité qui collabore étroitement avec les autorités consulaires pour trouver des solutions aux problèmes de la communauté marocaine installée au Gabon qui compte quelque 1 500 personnes.

Wafa Skalli

L'ingénierie au service de l'humain

Elle est binationale, mais elle est comme un poisson dans l'eau aussi bien à Paris qu'à El Jadida et plus exactement à El Oualidia où Wafa Skalli mène des actions concrètes en faveur de la scolarité des enfants issus des couches défavorisées de la société. Wafae a décroché son bac au Maroc avant de partir en France pour y poursuivre des études d'ingénieur à la fameuse école des Arts et Métiers à Paris, où elle poursuit son cursus jusqu'à la thèse de doctorat.

Comme son truc à elle, c'est la biomécanique du corps humain, Wafa Skalli s'intéresse de près à la rééducation fonctionnelle. C'est ainsi qu'elle a été appelée à diriger un laboratoire de recherche qu'elle transforme en collaboration avec un groupe de médecins en institut de recherche scientifique, tout en continuant à enseigner aux Arts et Métiers.

« Transmettre et recevoir », tel est le crédo de cette femme dévouée qui s'implique aussi pour les enfants de son pays par le biais notamment de l'association Relais instruction éducation Maroc (RIM). Wafa Skalli mobilise ainsi de nombreux talents pour les mettre au service de l'éducation au Maroc. Cela débouche sur des initiatives concrètes telles que les opérations « Un vélo pour aller à l'école » lancée en 2009 dans les zones rurales de Oualidia. RIM se bat également pour faciliter l'accès à l'école, en collaboration avec l'association des enseignants et parents d'élèves de Tnine El Gharbia.

Un peu plus au sud du royaume, dans la vallée d'Imlil, une des régions les plus enclavées du pays, à environ 60 km de Marrakech, l'association a mis en place un projet préscolaire en partenariat avec l'ONG Aide et Action international, les villageois et les acteurs institutionnels. Des efforts qui ont été couronnés par l'Académie des sciences du Royaume, en tant que membre associé et membre libre (non-chirurgien) de l'Académie nationale de chirurgie en France.





Mohamed Boutjdir

« Donner une chance à chacun »

Quand Mohamed Boutjdir décroche son diplôme des études de médecine à Paris-XI, il se rend à New York pour un stage de deux ans avec l'intention de revenir en France ou au Maroc. Mais le système américain en a décidé autrement. Notre médecin est totalement séduit quand il constate que les Américains sont bien plus avancés que leurs homologues européens dans la recherche cardio-vasculaire.

Ce natif de Tafraout commence au bas de l'échelle et après avoir gravi les échelons, il décroche le poste très convoité de chef de département médecine à l'université de New York doté d'un budget annuel de 15 millions d'euros. Personnalité scientifique reconnue, le praticien est fortement impliqué dans la promotion des compétences de son pays à travers notamment la présidence effective de l'American Moroccan Competencies Network (AMCN). Une association dont la vocation est de mobiliser et catalyser l'engagement des Marocains dans le développement socio-économique de leur pays. Pour promouvoir une économie basée sur le savoir, l'ONG a démarré une première expérience en 2012 en partenariat avec le ministère des MRE et des Affaires de la migration. Parallèlement, l'ONG travaille sur l'autisme, qui affecte les enfants qui peinent alors à s'intégrer. En collaboration avec Autism Speak, ils ont mis en place dans les régions de Ouarzazate, de Tiznit et du Grand Casablanca un programme d'éducation des parents ainsi qu'un dispositif paramédical en faveur des malades. Au Maroc, le travail consiste à former des psycho-pédiatres, des médecins spécialisés. Boutjdir nourrit une autre ambition, développer un réseau solide aux USA pour être en première ligne notamment quand il s'agit de la défense de l'intégrité territoriale du pays.



Le fabuleux destin

de Khadija Arib

La députée d'origine marocaine Khadija Arib est la première femme d'origine étrangère à accéder à la présidence de la Chambre basse du parlement des Pays-Bas. Celle qui a débarqué aux Pays-Bas à l'âge de 15 ans pour rejoindre son père dans le cadre du regroupement familial fera vite de s'engager dans la politique. En 1998, Arib, qui a effectué des études en sociologie à l'Université d'Amsterdam, fait ses premiers pas dans ce domaine sous la bannière du parti travailliste. À l'issue des élections législatives, elle est élue parlementaire et oriente ses efforts sur la santé publique et la situation des enfants. Elle siège au sein de la Deuxième chambre jusqu'à 2006, où elle n'est pas réélue du fait qu'elle était 34ème seulement sur la liste des candidats de son parti. Elle n'y retourne que l'année suivante et profite de cette parenthèse pour



s'engager dans un groupe de travail sur la migration au sein du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) au Maroc chargé d'élaborer les grandes lignes la nouvelle politique migratoire du royaume. La question migratoire, Khadija Arib en connaît un bon rayon. Une connaissance qu'elle a montré dans plusieurs ouvrages sur le sujet. Le plus significatif étant son récit autobiographique *Couscous*, le dimanche, dans lequel elle revient sur son enfance passée à Casablanca, avant de quitter son pays natal pour les Pays-Bas et se confronter à une nouvelle culture. Khadija Arib s'est notamment engagée dans le combat pour l'intégration de la communauté marocaine à Rotterdam, surtout les femmes. Dans son ouvrage, elle met en projet une lumière crue de ces expatriées dépourvues de leurs droits, victimes d'un schéma familial patriarcal ne leur permettant pas de travailler et de s'épanouir.

s'engager dans un groupe de travail sur la migration au sein du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) au Maroc chargé d'élaborer les grandes lignes la nouvelle politique migratoire du royaume. La question migratoire, Khadija Arib en connaît un bon rayon. Une connaissance qu'elle a montré dans plusieurs ouvrages sur le sujet. Le plus significatif étant son récit autobiographique *Couscous*, le dimanche, dans lequel elle revient sur son enfance passée à Casablanca, avant de quitter son pays natal pour les Pays-Bas et se confronter à une nouvelle culture. Khadija Arib s'est notamment engagée dans le combat pour l'intégration de la communauté marocaine à Rotterdam, surtout les femmes. Dans son ouvrage, elle met en projet une lumière crue de ces expatriées dépourvues de leurs droits, victimes d'un schéma familial patriarcal ne leur permettant pas de travailler et de s'épanouir.

lors qu'elle compte aujourd'hui parmi les plus grands chercheurs du prestigieux think tank Oxford Strategic Consulting, la Maroc-britannique Najat Benchiba-Savenius capitalise sur un parcours sans faute, qui fait d'elle l'une des Marocaines qui brillent le plus dans le domaine de la recherche. Actuellement chargée de la recherche économique et sociale au sein de ce cabinet international de conseil qui mène des études au profit de grandes organisations privées et gouvernementales pour les aider à atteindre leurs objectifs stratégiques dans des secteurs ciblés, Najat Benchiba, grâce à sa persévérance et sa détermination, a réussi à se faire une place dans le club très restreint de la recherche académique en Grande-Bretagne. Ses études dans la prestigieuse université d'Oxford et son parcours professionnel dans les cabinets de consultants «McKinsey & Co.» et de «NBS Consulting» lui ont permis d'enrichir ses connaissances et d'exceller dans l'univers de la recherche avant de rejoindre l'équipe d'Oxford Strategic Consulting. Auteur de plusieurs études publiées dans des revues spécialisées et académiques, Benchiba a hérité de l'esprit british, mais puise sa force dans ses origines et son identité marocaine. Najat Benchiba jouit de l'estime et du respect dans son entourage social et professionnel en raison de son engagement, sa forte personnalité et son dévouement à la recherche. Dans le cadre de ses missions à l'étranger, elle a vécu dans plusieurs métropoles du monde telles que le Caire, Casablanca, Singapour, Riyad et Londres avant d'atterrir finalement à Oxford. Pour elle, la journée mondiale du 8 mars est une occasion pour célébrer les avancées réalisées par la femme dans le monde et en particulier au Maroc dans le domaine social, économique et politique.

Najat Benchiba,

La scientifique qui pétille

lors qu'elle compte aujourd'hui parmi les plus grands chercheurs du prestigieux think tank Oxford Strategic Consulting, la Maroc-britannique Najat Benchiba-Savenius capitalise sur un parcours sans



faute, qui fait d'elle l'une des Marocaines qui brillent le plus dans le domaine de la recherche. Actuellement chargée de la recherche économique et sociale au sein de ce cabinet international de conseil qui mène des études au profit de grandes organisations privées et gouvernementales pour les aider à atteindre leurs objectifs stratégiques dans des secteurs ciblés, Najat Benchiba, grâce à sa persévérance et sa détermination, a réussi à se faire une place dans le club très restreint de la recherche académique en Grande-Bretagne. Ses études dans la prestigieuse université d'Oxford et son parcours professionnel dans les cabinets de consultants «McKinsey & Co.» et de «NBS Consulting» lui ont permis d'enrichir ses connaissances et d'exceller dans l'univers de la recherche avant de rejoindre l'équipe d'Oxford Strategic Consulting. Auteur de plusieurs études publiées dans des revues spécialisées et académiques, Benchiba a hérité de l'esprit british, mais puise sa force dans ses origines et son identité marocaine. Najat Benchiba jouit de l'estime et du respect dans son entourage social et professionnel en raison de son engagement, sa forte personnalité et son dévouement à la recherche. Dans le cadre de ses missions à l'étranger, elle a vécu dans plusieurs métropoles du monde telles que le Caire, Casablanca, Singapour, Riyad et Londres avant d'atterrir finalement à Oxford. Pour elle, la journée mondiale du 8 mars est une occasion pour célébrer les avancées réalisées par la femme dans le monde et en particulier au Maroc dans le domaine social, économique et politique.

Zineb Mouline,

Une étoile au pays du soleil levant

Zineb Mouline est professeur assistante de chimie organique à l'Institut de technologie de Nagoya au Japon depuis l'âge de 27 ans. La jeune prodige marocaine fait aujourd'hui partie du cénacle restreint des

scientifiques maîtrisant la séparation des gaz à effet de serre. Après avoir décroché son Bac en Sciences expérimentales en 2003, la déjà brillante élève du Groupe scolaire Atlas s'envole pour Montpellier. Zineb y obtient son master 1 en Ingénierie biomoléculaire en 2009 puis elle rallie l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI) d'où elle sort en 2010 avec un master 2 Chimie moléculaire, Chimie et biologie. Zineb Mouline décroche son PhD en Chimie et physicochimie des matériaux, trois ans plus

tard à École nationale supérieure de chimie de Montpellier. C'est d'ailleurs à ce moment-là que l'institut nippon fait appel à la jeune docteure pour occuper la fonction de professeur assistante en 2013. «Zineb est excellente et je suis convaincu qu'elle deviendra très rapidement professeur à part entière», avait affirmé Yuji Iwamoto, chef du département de chimie de l'institut. Un avis partagé par les étudiants de Mouline pour qui la jeune assistante est surtout une excellente pédagogue. Un défi qui a très vite amené la jeune marocaine à ajouter la langue japonaise à son bagage linguistique qui se limitait jusqu'ici à l'arabe, le français et l'anglais. Au pays du Soleil levant, Zineb Mouline, décorée par SM le Roi Mohammed VI du Wissam Al Moukafaa Al Wathania de 4e classe (Chevalier), est considérée comme une véritable ambassadrice du Maroc dont elle incarne les fortes valeurs.



Houria Esslami,

De Ouarzazate aux Nations-Unies

Houria Esslami est la première femme à prendre la tête du Groupe de travail de l'Organisation des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI), depuis sa création il y a 35 ans. Du fond de la vallée d'Ouarzazate des années soixante-dix, la petite Houria était loin d'imaginer qu'elle serait appelée un jour à de hautes fonctions bien loin des sommets enneigés de l'Atlas qui lui cachaient l'horizon. Après des études primaires dans la petite ville aux confins de Drâa où s'installèrent ses parents, cette native d'Oujda a évolué dans une famille ordinaire dont le destin a basculé soudainement le jour où son frère Mohamed a fait l'objet d'un rapt politique. Elle mène depuis lors un combat inlassable pour connaître la vérité sur le sort de son frère, aux côtés de sa famille et des proches des disparus. Sa motivation, au départ personnelle, et sa profession de traductrice ne l'ont pas empêchée de s'engager petit à petit sur une voie exceptionnelle, au Maroc comme à l'étranger. A 48 ans, la co-fondatrice du Forum marocain pour la vérité et l'équité, armée de son calme et de sa détermination, fait le tour du monde, tantôt comme membre du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) plaidant pour l'expérience marocaine en matière des droits humains, tantôt comme présidente du Groupe des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires (GTDFI). ■



ROYAUME DU MAROC
ROYAUME DU MAROC
ROYAUME DU MAROC



المملكة المغربية
الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين
بالخارج وشؤون الهجرة

Royaume du Maroc
Ministère Chargé des Marocains Résidant
à l'Étranger et des Affaires de la Migration

منتدى صحفي مغاربة العالم

FORUM des Journalistes Marocains du Monde
Of Moroccan Journalists Living Abroad

تعبئة الإعلام
خدمة للمغرب ولمغاربة العالم

Mobilisation des Médias

pour le Maroc et les Marocains du Monde

Media Mobilization
for Morocco and Moroccan Living Abroad



La soyeuse harira de Karim Duval

L'humoriste s'amuse avec malice de son métissage... et du vôtre ! Il part à la recherche de ses origines et nous emmène du Nord au Sud, d'Orient en Occident. Portrait.

Les mots sont les fossiles de la culture. Selon Karim Duval, dans l'une de ses très populaires recettes culinaires visibles sur Youtube, le mot harira est d'origine soyeuse. L'histoire de la soie semble débuter en Chine il y a 5000 ans. Elle se poursuivra ensuite avec trois millénaires d'exclusivité durant lesquels la Chine commercera ce tissu précieux sans jamais en transmettre le secret. Quel rapport entre la harira, le harir (soie) et Karim Duval ? C'est que la mère de ce Marocain est Chinoise (premier ingrédient de la soyeuse harira).

À la suite des conquêtes espagnoles, l'Espagne a pillé les métaux précieux de l'Amérique du Sud pour ensuite les dilapider dans le commerce de la soie dans la Chine des Ming (via la Route de la Soie). Autre erreur digne de Da3ich, l'Espagne chassa aussi les compétences qui ont fait la grandeur de l'Andalousie. Le départ des juifs et des musulmans d'Espagne s'est accéléré après la prise de Grenade en 1492. Des villes comme Fès furent entièrement repeuplées par ce que Jacques Attali surnomma les « premiers boat people » de l'Histoire. Quel rapport entre la harira, le harir (soie) et Karim Duval ? C'est que ce garçon a grandi à Fès (second ingrédient de la soyeuse harira). Les Chinois n'ont pas gardé secret la « fabrique » de la soie, car l'ingénieur français permit à la production de soie de parvenir au stade de l'industrialisation à partir du XIXe siècle, à Lyon. C'était le temps des canuts (les Uber d'aujourd'hui). Les canuts étant soumis à de rudes conditions de travail (18 heures par jour), se révoltèrent à de nombreuses reprises. Leur première révolte, en novembre 1831, est considérée comme l'une des premières révoltes ouvrières. Ils occupaient Lyon aux cris

de: « Vivre libre en travaillant ou mourir en combattant ! ». Le roi Louis-Philippe envoya 20 000 hommes de troupe et 150 canons pour réprimer l'émeute. Leurs révoltes vont influencer le grand mouvement de pensée sociale de Karl Marx. Quel rapport entre la harira, le harir (soie) et Karim Duval ? C'est que ce garçon est aujourd'hui Lyonnais (troisième ingrédient de la soyeuse harira).

Si Paris a sa Tour Eiffel, le Maroc a sa Mosquée Hassan II... Quel rapport avec Karim Duval ? C'est que ce garçon a posé ses fesses sur les mêmes bancs de l'Ecole Centrale de Paris que Gustave Eiffel (1852) et Francis Bouygues (1947) qui a construit la Mosquée sur la Mer de Casablanca (Mriziga, la Mer des Egouts).

A sa libération de Centrale Paris, Karim Duval a entamé une carrière dans l'informatique à Sophia-Antipolis du côté d'Antibes.

Il exercera le métier d'ingénieur pendant plus de six ans; avant que la passion n'ait raison... de sa raison elle-même! Un centralien qui part à Antibes, me rappelle la trajectoire de Boby Lapointe. Ce chanteur a commencé à préparer le concours pour intégrer Centrale Paris en 1940. Mais la guerre a contrarié ses plans. Ce natif de Pézenas s'est mué en scaphandrier sous le faux nom de Robert Foulcan pour se cacher des Allemands du côté d'Antibes «Pour sûr qu'elle était d'Antibes ! C'est plus près que les Caraïbes / C'est plus près que Caracas / Est-ce plus loin que Pézenas ? Je ne sais pas / Et tout en étant Française / L'était tout de même Antibaise / Et, bien qu'elle soit Française, / Et malgré ses yeux de braise / Ça ne me mettait pas à l'aise / De la savoir Antibaise / Moi qui serais plutôt pour !».

En 2007, à Antibes, Karim Duval frappe « par hasard » à la porte de la compagnie



Karim Duval, la politique du rire.

«Artistes Antibois Associés Théâtre» et découvre l'improvisation théâtrale, puis très vite l'écriture.

Métissage

Voyages, métissage et musique trouvent alors tout leur sens en un dénominateur commun : le Rire ! Au gré de premières parties de renom de ses cousins tunisien (Michel Boujenah) et algérien (Patrick Timsit), il façonne les ingrédients incontournables de son premier spectacle : « D'un Commun Accord » qui sera présenté au festival d'Avignon en 2012. Le spectacle est élu coup de cœur à Nice, la ville de Mado la Niçoise, qui lui apporte son soutien. Sa collaboration avec le metteur en scène Léon Vitale donne lieu à une toute nouvelle version du spectacle, rebaptisé « Melting Pot ». Désormais à la frontière du one man show et du seul-en-scène d'humour, «Melting Pot » est recentré autour du métissage et du voyage, et empreint d'une marque de fabrique

propre à Karim Duval, entre cynisme et légèreté. Le jeudi 3 mars 2016 dernier, ce fut le retour de l'enfant prodige au bled. Karim Duval a régalié le public casablancais avec son spectacle «Melting Pot» au Megarama. Il était au Canada du 7 au 14 juillet 2016 dans le Festival «Zoofest - Juste Pour Rire» de Montréal. Pour les RME de France qui nous lisent, sachez que Karim Duval vous donne rendez-vous dans la salle de spectacle « Le Point-Virgule » sise au numéro 7 de la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie dans le 4e arrondissement parisien, tous les dimanches et lundis des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2016. Karim Duval s'amuse avec malice de son métissage... et du vôtre! Il part à la recherche de ses origines et nous emmène du Nord au Sud, d'Orient en Occident. Il vous emportera par son histoire, entre stand-up tantôt sucré, tantôt acide, et confidences teintées de slam et de guitare. Vous croiserez sur sa route des personnages drôles

et touchants, qu'il campe avec brio, passant de l'un à l'autre avec une aisance déroutante. Du professeur de musique adepte du silence, à l'athlète marocain sans-papiers aux « Jeux Olympiques de Gibraltar », ce comédien « tricéphale » puise son plaisir dans une palette de voix, d'accents et de corps à son image: colorée ! Toujours élégant, jamais vulgaire, ce citoyen du Monde contourne la facilité des clichés communautaires, lui-même n'appartenant... à aucune communauté !

En ce qui concerne le narrateur de ces lignes, je vous avoue que c'est la première fois de ma vie que j'ai vu un être humain passer sans transition du plus pur accent bledard du côté de Khouribga à l'accent chinois ! ■

Beurgois.Gentleman@gmail.com

Retrouvez toutes nos anciennes chroniques du Beurgois Gentleman en version électronique sur notre site web www.lecanardlibre.com



Petite histoire de l'émigration marocaine

Face aux appareils salafistes de diverses obédiences de plus en plus organisés, l'Europe a fini par réaliser que la solution ne peut venir que d'un pays comme le Maroc, où l'Islam Malékite apporte une réponse apaisée aux contradictions de notre époque.

Jamil Manar

«**L**a France est en fermentation, donnera-t-elle du vin ou du vinaigre?» s'interrogeait non sans malice, le philosophe Georg Christoph Lichtenberg alors que les soubresauts de la révolution française se faisaient sentir dans les rues. Alors que de nombreux observateurs voient dans la sinistrose qui frappe l'hexagone, les prémices d'une grande crise, ce sont les immigrés (Marocains en tête) qui forment les premières cohortes des victimes de la crise en Europe. Après les attentats de Paris et ceux plus récents de Bruxelles, l'islamophobie a explosé et la chasse aux bougnoules est revenue à la mode. Les terroristes qui brandissent la bannière de l'islam ont miné le peu de tolérance qui caractérisait le regard de l'européen vis-à-vis des immigrés.

Rejet

Les immigrés d'origine musulmane sont face à un dilemme négatif : quand ils s'expriment pour se désolidariser des terroristes, ils sont accusés de duplicité et quand ils se taisent – estimant de bon droit qu'ils n'ont pas à se justifier – ils sont taxés d'indifférence, voire de complicité.

Le radicalisme musulman et le terrorisme islamique sont devenus des sujets majeurs de préoccupation pour les Français et leurs dirigeants, à la suite des derniers événements sanglants. On a laissé s'installer en France, parallèlement à une politique d'intégration fondée sur des principes républicains, une logique communautaire séparatrice, qui est de plus en plus dans le rejet des valeurs fondatrices de la république.

Les revendications communautaires (refus de femmes d'être soignées par un homme à l'hôpital, ouverture à des horaires particuliers de piscines réservées aux femmes, refus dans l'entreprise de certains hommes de serrer la main des femmes ou de se trouver sous leur autorité, demande de salles de prière dans l'entreprise, du halal à la cantine ...), qui marquent aujourd'hui la réalité d'une partie des MRE en Europe n'a cessé d'empoisonner le vivre-ensemble sous couvert de prise en compte de «la diversité».

En ouvrant toutes grandes les portes du wahhabisme, à cause des pétrodollars saoudiens et qataris, la France, pour ne citer que ce pays, a permis la naissance d'un clientélisme politico-religieux qui nuit aux populations en cours d'intégration ou qui ont été même intégrées sur un mode républicain un temps, et finissent par se mettre aujourd'hui à part. Pourtant la Constitution de 1958 souligne que la République française est indivisible et qu'elle ne reconnaît aucune distinction d'origine, de race ou de religion. Face aux appareils salafistes de diverses obédiences de plus en plus organisés, en compétition avec leurs propres Etats pour y prendre le pouvoir, l'Europe qui a compris que ces derniers cherchent à répandre un islam radical sur son propre territoire a fini par réaliser que la solution ne peut venir que d'un pays comme le Maroc, où l'Islam Malékite apporte une réponse apaisée aux contradictions de notre époque. D'où les énièmes sollicitations que reçoit le royaume pour la formation d'imams européens. D'un autre côté, les Marocains comme les autres immigrés d'ailleurs sont victimes de l'échec des politiques gouvernementales censées adapter la politique d'accueil à la



Le Souverain posant sans protocole avec des Marocains de l'étranger.

situation économique. Il est logique que dans les périodes de stagnation et de chômage, au contraire, l'immigration se traduit par l'exclusion et les tensions intercommunautaires. Dans les années 1960, les Européens avaient accueilli de grands mouvements d'immigration de travail sans anticiper sur les crises ultérieures. A l'époque les Marocains, recrutés sur place dans les douars les plus reculés et dans des conditions scandaleuses, sont allés servir de chair à canon pour les mines de charbon du nord menacées de fermeture par la crise de main-d'œuvre. L'histoire de l'immigration marocaine en Europe n'a jamais été un long fleuve tranquille. Ils étaient quelques centaines de milliers d'immigrés marocains qui furent ainsi placés dans les fermes et autres exploitations agricoles. De cette vague est née « l'immigré marginal », ni d'ici, ni de là-bas qui a vécu

difficilement sa transition, ne cherchant pas à s'intégrer et le pays d'accueil ne faisant aucun effort dans ce sens, profitant du désir de ces populations de vivre à la marge dans l'attente du retour définitif au bled. Dans la période 1991-2001, ils furent plus d'un million à quitter le royaume.

Durabilité

Le nombre de migrants marocains a ainsi plus que doublé entre 1993 et 2007. Nous sommes alors passés de 1,5 million à quelques 3,292 millions d'individus. Le taux de croissance annuel moyen est de 8,1%. En 2007, l'Europe comptait 16,18% de migrants marocains. Ce qui en faisait le continent possédant le plus fort taux de concentration de Marocains du monde (8,55% dans les pays arabes, 4,89% dans les Amériques, 0,24% en Afrique et 0,12% dans les pays asiatiques).

Depuis quelques années, la plupart des organismes internationaux spécialisés reconnaissent à la communauté des Marocains de l'étranger la capacité de plus en plus réelle de fonctionner comme une véritable diaspora. Cette notion de diaspora, qui fait référence aux grands modèles diasporiques tels que juif, chinois, indien ou libanais par exemple apparue récemment et concernant la communauté marocaine à l'étranger repose sur la revendication d'une identité nationale commune, sur l'existence d'instances politiques, religieuses ou culturelles, ou encore des ONG dynamiques et multiples qui mettent en avant la durabilité de liens réels ou symboliques (familiaux, sociaux, économiques) avec le pays d'origine. En effet, il semble bien que l'émigration marocaine se trouve désormais à un virage de son histoire. Une émigration de plus en plus



Paris : Les Marocains à l'assaut du « Top 10 des recruteurs de la diversité »

forte malgré la crise dans les pays européens ajoutée à la présence remarquable et remarquable de nouvelles générations de binationaux, le renouvellement de la nature des liens familiaux, sociaux et économiques avec le Maroc et les nouvelles revendications des MRE, en termes de reconnaissance politique, sociale et nationale, sont autant de marqueurs d'un processus de « diasporisation » particulièrement avancé. Ce qui favorise aussi l'apparition d'une diaspora susceptible de peser dans la prise de décision au niveau international. Ce sont mutations qualitatives qu'ont connu les flux de MRE depuis une vingtaine d'années, avec notamment un niveau croissant de qualification de ces personnes, une fuite persistante de cerveaux hautement qualifiés, ainsi que l'émergence progressive d'une élite socio-économique parmi les générations nées de travailleurs marocains émigrés des années 1960-70. Malgré un environnement de travail international fortement concurrentiel, les compétences marocaines tendent de plus en plus à s'intégrer, notamment dans le marché nord-américain ou des pays du Golfe. Il reste au Maroc à faire bon usage de cette force de frappe qui ne demande qu'à être sollicitée pour être « au service de la patrie ». ■

A l'heure actuelle, la liste des lauréats n'est pas encore bouclée mais d'après des indiscretions proches de l'événement, ce sont les Franco-Marocains qui sont les plus nombreux à répondre présents sur le millier de jeunes candidats. L'initiative lancée par la Fondation Mozaïk est de valoriser les entreprises qui ont compris tout l'intérêt qu'elles ont à ouvrir leurs processus de recrutement à des profils nouveaux. Cette initiative avait été célébrée par le ministre français de l'Économie Emmanuel Macron qui avait lancé le Trophée du « Top 10 des recruteurs de la diversité » en février dernier lors de l'événement « Fiers de nos jeunes talents! ». M. Macron avait reçu Saïd Hammouche, président de Mozaïk RH, et Benjamin Blavier, délégué général de Passeport Avenir, dans l'enceinte du ministère de l'Économie, avec un millier de jeunes étudiants et diplômés et des dirigeants d'entreprises. De nombreuses entreprises avaient répondu présent à l'invitation : Orange, Capgemini, Crédit Agricole, Casino, ou encore Vinci. Ce concours inédit porte sur les 3 étapes clés du recrutement des cadres : sourcing, évaluation, intégration. Il s'adresse à toutes les entreprises, de toutes tailles : grands groupes comme PME, PMI, ETI, TPE, et de tous secteurs : privé, public, ou de l'économie sociale et solidaire. Cette initiative est portée par la Fondation Mozaïk, avec le concours de l'ANDRH, de l'AFMD, du groupe Caisse des dépôts, des Fondations Edmond de Rothschild, du groupe Les Echos et du Syntec Recrutement.

« Tous les acteurs économiques et sociaux sont invités à faire connaître des démarches innovantes repérées dans leur environne-

ment : ouverture et innovation dans les processus, diversification des filières et des canaux de recrutement, pratiques de communication des opportunités d'emploi, actions menées sur les territoires moins privilégiés, etc... » explique-t-on. En juillet, une pré-sélection sera effectuée. En octobre, une sélection des lauréats sera faite et début novembre, une cérémonie de remise des trophées sera organisée.

Eloge de la diversité

A chaque fois que le Club XXI annonce un événement, le top management de cette association qui compte des membres aussi illustres que Najat Vallaud Belkacem, est assailli de réservation par la classe politique française. Très couru, le club dont le président n'est autre que Haïba Ouaiissi, un jeune trentenaire issu de la région de Ouarzazate et qui a réussi au sein d'un cabinet ayant pignon sur rue à Paris reçoit régulièrement des invités de marque tels que Bernard Cazeneuve, Sarkozy ou encore Manuel Valls. Cet intérêt trop intense pour ne pas être suspect s'explique. En effet, le Club XXI rassemble en son sein l'élite issue de la diversité. Chaque année d'ailleurs, le dîner de gala des Trophées de la Diversité organisé par l'association qui compte de nombreux Marocains remet leurs distinctions à des lauréats issus de l'immigration qui ont réussi dans leur domaine. Les Trophées récompensent ainsi des parcours exemplaires : le parcours en entreprise, la réussite dans une administration, le savoir faire en tant qu'entrepreneur sans oublier le coup de cœur du jury. A l'issue de la dernière édition qui s'est tenue en mars dernier, sur les 200 candidats sélectionnés, 20 seulement

avaient été retenus. Au delà de l'aspect festif, la manifestation se veut comme un événement qui met à l'honneur « l'égalité des chances et la diversité comme levier d'efficacité économique et sociale ». Le président du Club, Haïba Ouaiissi explique que « les dîners de gala sont toujours l'occasion de retracer les actions menées par le Club au cours de ces 10 dernières années mais aussi et surtout de mettre en avant les projets pour les années à venir en faveur de l'égalité des chances. Beaucoup d'entreprises croient en la méritocratie mais elles ont besoin d'être accompagnées afin de permettre que la diversité soit pour elles un levier de croissance. L'objectif avoué est de faire de l'école de la République et de l'entreprise les vecteurs privilégiés d'une intégration accomplie et d'une réussite sociale. ». Au niveau des entreprises, a été créée l'AFMD, l'association française des managers de la diversité qui compte plus de 120 entreprises adhérentes. Un noyau dur qui met en place des modules de formation et d'autres de sensibilisation, qui s'attelle à la rédaction de livres blancs sur des thématiques d'actualité brûlantes telles que l'égalité homme/femme, le management de diversité en entreprise ou encore les frictions dues au fait religieux en entreprise. Ces acteurs de la société civile qui n'ont pas rompu avec le pays d'origine de leurs parents pensent que la diversité est une véritable baraka pour la France. Sur le terrain, ils n'hésitent pas à descendre en banlieue allant à la rencontre des lycéens parqués dans des collèges type ZEP et qui n'ont jamais pu rêver de classes préparatoires, et qui se refusent de se projeter dans de grandes études parce qu'ils pensent qu'ils n'y ont pas leur place. ■

Transferts des MRE : Pour une meilleure orientation des fonds

Selon les dernières statistiques de l'Office des changes concernant les transferts de fonds vers le Maroc, les envois de fonds effectués par les Marocains Résidant à l'Étranger (MRE) ont porté sur une valeur de 19,4 MMDH à fin avril 2016, soit le niveau le plus haut des cinq dernières années, contre 18,7 MMDH à fin avril 2015, en progression de 4%. Pour sa part, dans son rapport sur les migrations et les transferts d'argent, la Banque mondiale relève que les fonds transférés par les MRE se sont élevés à 6,4 milliards de dollars en 2015. Ainsi, le Maroc arrive à la troisième place des pays de la région MENA qui reçoivent le plus de fonds de leurs ressortissants, relève la Banque mondiale, notant que les transferts de devises représentaient 6,5 % du PIB en 2014. Impactée par la dépréciation de l'euro, la valeur en dollars des transferts de fonds a diminué de 11% au cours des trois premiers trimestres de 2015 par rapport à l'année dernière, alors que les envois de fonds ont augmenté de 4,5% en dirham marocain, note le rapport.

Les transferts de devises vers le Maroc par les MRE sont douze fois plus élevés aujourd'hui, qu'il y a 40 ans. Un constat qui s'explique par l'accroissement de la population migratoire marocaine au cours des dernières décennies.

En dépit de leur importance pour l'économie marocaine, les transferts des MRE ne portent que faiblement sur l'investissement, puisque seulement 7,7% du total des fonds transférés y sont affectés, alors que 71% sont absorbés par la consommation. L'immobilier reste le secteur dominant des investissements des migrants. Ce choix montre si besoin est l'intérêt que les MRE portent pour l'acquisition d'un logement au Maroc et leur attachement à leur pays d'origine où ils pensent revenir un jour pour couler une retraite paisible parmi les leurs.

D'après une étude réalisée par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Bureau pour l'Afrique du Nord, le choix de l'immobilier représente un signe de réussite sociale et une valeur symbolique et affective pour le migrant vivant loin de chez lui.

Toutefois, l'investissement dans le secteur immo-

bilier dénote un déséquilibre dans la mesure où il concerne seulement les régions qui sont déjà prospères, au détriment des zones défavorisées condamnées au désinvestissement.

Les transferts réalisés par les MRE restent en général des flux financiers envoyés par les communautés immigrées à leurs familles.

Selon une étude du Fonds international de développement agricole (FIDA), qui célèbre pour la 2^e année la journée internationale des envois de fonds familiaux (16 juin), les zones rurales bénéficient de 30 à 40% des flux de fonds.

Jusqu'à 90% des fonds reçus sont consacrés à la nourriture, à l'habillement, au logement, à la santé et à l'éducation, précise le FIDA au lieu de se transformer en projets d'investissements créateurs d'emplois et de valeur ajoutée, regrette le même organisme.

Afin de mieux orienter l'affectation des fonds des MRE, l'étude de la CEA préconise le développement d'une offre d'expertise et d'accompagnement des investisseurs des MRE. ■



Chibanis, entre exil et désillusion

Agés aujourd'hui entre 70 et 90 ans, ils font partie de la première génération de migrants ayant grandement contribué à la reconstruction de la France durant les 30 glorieuses. Dans des conditions d'intense précarité sociale et surtout affective.

Saliha Toumi

Les Quelle est la différence entre le « chibani » rentré au bercail et celui resté en France? Les deux ont esquivé leur force de travail pour la SNCF, sauf que le premier a compris dès le départ que le retour dans son petit Douar à Imintanout pour mourir entouré des siens était une obligation alors que le second a fait le choix pour une raison ou une autre de l'exil éternel en fondant sa famille en France.

Le premier a réussi, après avoir reçu son solde de tout compte, à monter un petit atelier de mécanique en 1989 qui marche plutôt bien et le second fait partie de ces « chibanis » floués ballottés entre les prudhommes et les tribunaux français dans l'espoir de récupérer leurs droits et au passage un petit peu de dignité.

En pleine force de l'âge, ils avaient débarqué entre les années 50 et 70, souvent seuls, pour travailler en France, et prévoyaient pour la plupart de revenir au pays, un pied ici, un pied là-bas. Ils sont Marocains, Tunisiens et Algériens. Pour la majorité, l'arrivée dans l'Hexagone est un choc du fait de la différence de culture. Mais ils sont obligés de rester et travailler en résistant car ils

doivent envoyer de l'argent à la famille restée au pays. Et ce n'est pas le travail qui manquait à cette époque-là des Trente Glorieuses. La France, qui avait besoin d'être reconstruite en raison des ravages de la deuxième Guerre mondiale, embauchait à tour de bras dans tous les secteurs une main-d'oeuvre corvéable à loisir qui ne rechigne pas à la tâche : Bâtiment, travaux publics, industrie, agriculture... Sans oublier des petits boulots comme livreurs ou plongeurs dans les cafés, restaurants et autres commerces...

Isolement

C'est dans ce contexte qu'ont vu le jour les foyers de travailleurs migrants en périphérie des grandes villes, à l'image celui de Nanterre en 1953. Il s'agit la plupart du temps de dortoirs ou de minuscules chambres individuelles dont les locataires partagent tout y compris la cuisine et les sanitaires. Mais ce qui devait être un toit provisoire est devenu pour certains d'entre eux « leur chez-soi ». D'aucuns ont passé toute leur vie dans la même chambre devenue aujourd'hui inadaptée à leur âge. D'autres ont eu la chance louer des appartements. Parfois dans l'espoir de faire venir femme et enfants restés au pays. Beaucoup de chibanis retraités



Un retour impossible.

touchent l'Aspa, l'allocation de solidarité aux personnes âgées. Cette aide, versée en complément à la retraite, leur permet de toucher l'équivalent du minimum vieillesse, soit 787,26 euros mensuels pour une personne vivant seule. Les années se sont écoulées, ces « sans-voix », confrontés à l'isolement et minés par la précarité sociale et affective, sont maintenant

retraités et ils sont toujours là. Le drame, c'est que ces hommes n'ont pas fait de regroupement familial, notamment parce qu'initialement, ils ne comptaient pas rester dans le pays d'accueil. Après toutes ces années passées en France, le retour fantasmé est devenu un « impossible rêve » pour au moins deux raisons principales : l'une administrative parce qu'ils perçoivent une maigre pension de retraite, l'autre symbolique parce qu'ils ont vécu trop longtemps ici et n'ont plus personne là-bas. L'attachement au pays d'accueil est devenu plus fort que celui de la terre natale même si elle reste, parfois, idéalisée. Ils ont migré d'une rive à l'autre de la Méditerranée sans mesurer vraiment la rupture que cela allait provoquer. A qui la faute ? La principale difficulté ne ré-

side pas dans les personnes, car ce sont des gens qui ont envie de reconstruire une nouvelle vie en France après moult désillusions, le problème, c'est qu'ils sont confrontés à la barrière de la langue, l'apprentissage se fait dans des délais trop longs. Il n'y a pas de dispositif de formation en français et en langues étrangères pour les analphabètes purs et durs. Durant des années, ils ont vécu sans pouvoir apprendre le français, ce qui était encore plus compliqué quand on a en charge une famille et qu'on a besoin de travailler.

Aujourd'hui, ils sont eux aussi, malgré leur âge avancé, victimes de la montée des intolérances vis-à-vis des migrants. Une peur de l'arrivée des étrangers utilisée, instrumentalisée essentiellement par l'extrême-droite. ■

Un lot de consolation pour les « Chibanis »

« En octobre 2015, les autorités françaises ont pris l'initiative de publier un décret visant à faciliter les mouvements entre la France et les pays d'origine de 35.000 immigrés âgés, vivant dans les foyers d'immigrés retraités et voulant s'installer définitivement dans leurs pays d'origine », annonçait Anis Birou, ministre délégué chargé des Marocains résidant à l'étranger et des affaires de la migration. Une grande victoire pour ces immigrés de la première génération car ces derniers, faute de nationalité française, étaient jusqu'ici obligés de rester en France au moins la moitié de l'année pour continuer à bénéficier de leurs droits sociaux alors que leurs collègues Français ont la possibilité de s'installer librement au Maroc. ■



PERLA SAÏDIA

OFFREZ À VOTRE FAMILLE
LE BONHEUR QU'ELLE MÉRITE
NOUVELLE TRANCHE D'APPARTEMENTS
AVEC VUE SUR MER

PHOTO: ANWAR & CO. SARL



À PARTIR DE 588.000 DH

BOULEVARD HASSAN II, ROND POINT CARACAS, SAÏDIA
06 66 92 23 87 | 06 62 78 17 28


ANWAR
DÉVELOPPEMENT
0801 044 044

